



Budget 2010 :

Le nettoyage de printemps

Alors que le mois de Juin pointe son nez, que bientôt les vacances et le foot seront dans les têtes, on attend la circulaire budgétaire du ministère pour les hôpitaux en 2010 !

Mais rassurez vous le directeur général et son directeur financier Monsieur Sauvage, ont déjà bien anticipé le gel des crédits.

Lors du Comité Technique Central d'Etablissement (CTEC), le Directeur nous a fait peur :

Si rien n'avait été fait, nous serions à 150 millions de déficit !

Heureusement il a tout prévu et il peut nous annoncer un déficit réduit à 80 millions en 2010 à condition d'accepter la suppression de plus de 1000 emplois !! :

685 Equivalents TP, 50 postes médicaux et 299 redéploiements sur nouvelles activités. Pile- poil ce qui est prévu sur 4 ans (4000 emplois supprimés)

Nous avons démontré au CTCE que le budget de l'AP-HP en 2009 déficitaire de 95 millions était un affichage politique destiné à justifier les restructurations et les suppressions d'emplois.

En effet l'AP-HP a :

- investi 200 millions supplémentaires par rapport à 2008,
- perdu 55 millions de créances irrécouvrables grâce à la mise en place de SAP et à la suppression d'emplois administratifs,

- augmenté les frais de sous-traitance (+ 3 millions) à cause de la privatisation des cuisines, du ménage et à la suppression d'emplois de personnels techniques.
- N'a pas fait les activités prévues à cause des suppressions d'emplois soignants et les fermetures de lits et de services.
- Donné à ses directeurs l'équivalent de 10 000 à 18 000 euro de prime de résultat

On ne change pas une politique qui perd : l'AP-HP continue à vouloir aller droit dans le mur car pour 2010 tout est prévu :

- Création de pôles inter-sites pour fermer des services et des activités, et suppressions d'emplois.
- Regroupement des laboratoires sur 1 seul site par groupe hospitalier
- Privatisation et regroupement des cuisines et ménages
- Il n'est pas prévu de diminuer les primes de directeurs

Tout ceci dans un contexte de gel des tarifs par le ministère et de suppression des subventions.

Bref comme d'habitude, ce sont les personnels qui payent les investissements et les restructurations de l'AP-HP.

Jusqu'où allons nous accepter la dégradation des conditions de travail et la casse du service public ?